

Distribution: Limitée

GC 28/L.9

14 janvier 2005

Original: Anglais

Point 12 de l'ordre du jour

Français

a

FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil des gouverneurs – Vingt-huitième session

Rome, 16-17 février 2005

**RAPPORT DE SITUATION 2004 SUR LA MISE EN ŒUVRE
DU
SYSTÈME D'ALLOCATION FONDÉ SUR LA PERFORMANCE**

TABLE DES MATIÈRES

I. INTRODUCTION	1
II. LE PROCESSUS D'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE EN 2004	2
III. RÉSULTATS DU PREMIER CYCLE D'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE ET D'ALLOCATION DES RESSOURCES	3
IV. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	4

RAPPORT DE SITUATION 2004 SUR LA MISE EN ŒUVRE DU SYSTÈME D'ALLOCATION FONDÉ SUR LA PERFORMANCE

Résultats du premier cycle d'évaluation annuelle de la performance et d'allocation des ressources

I. INTRODUCTION

1. Le présent document d'information a pour objet de présenter au Conseil des gouverneurs le Rapport de situation annuel sur la mise en œuvre du système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA en 2004, qui prend la suite du rapport de situation de 2003 présenté l'an dernier (document GC 27/L.6).

2. À sa vingt-sixième session, tenue en février 2003, le Conseil des gouverneurs a approuvé la création au FIDA d'un système d'allocation fondé sur la performance, suivant la recommandation de la Consultation sur la sixième reconstitution des ressources du FIDA formulée dans le rapport au Conseil des gouverneurs intitulé "œuvrer pour que les ruraux pauvres se libèrent de la pauvreté" (document GC 26/L.4). Le Conseil des gouverneurs a en outre décidé de déléguer au Conseil d'administration le pouvoir de définir dans le détail les modalités de fonctionnement et de mise en œuvre du SAFP. Le Conseil d'administration a approuvé, à sa soixante-dix-neuvième session tenue en septembre 2003, la structure et le fonctionnement d'un système d'allocation fondé sur la performance pour le FIDA, dans le document EB 2003/79/R.2/Rev.1 (ci-après dénommé "EB 79/R.2"). Ce SAFP introduit une démarche visant à permettre l'allocation des ressources du FIDA sous forme de prêts et de dons nationaux en faveur de programmes de pays sur la base de la performance du pays concerné (performance du cadre politique général, de la politique de développement rural et du portefeuille), de la population et du revenu national brut par habitant. Ce processus annuel d'allocation s'inscrit dans un cycle triennal, lui-même inséré dans une période de six ans. Durant l'année précédant la première année de ce cycle triennal, il est procédé à une opération d'évaluation qui permet de déterminer par avance le montant des allocations à engager au cours des trois années suivantes. Dans le cadre de chaque cycle, le FIDA réexaminera chaque année les allocations *ex ante* en fonction des résultats des évaluations annuelles de la performance du pays, car celles-ci feront apparaître les changements importants intervenus dans les besoins et/ou les réalisations du pays concernant l'environnement politique et institutionnel. Ainsi, le Fonds sera en mesure de produire des évaluations concrètes de la performance et d'en déduire le montant des allocations pour le mois de septembre et le mois de décembre de chaque année. Dans le cadre des allocations du SAFP, les engagements se feront sur la base des programmes de travail annuels approuvés par le Conseil d'administration.

3. La première tranche d'allocations couvre la période 2005-2007 et les premières évaluations de la performance réalisées au titre du SAFP se sont achevées à la fin du deuxième trimestre de 2004. Le calcul des allocations *ex ante* a été accompli à temps pour permettre la présentation au Conseil d'administration, en septembre 2004, d'un programme de travail prévisionnel pour 2005 établi dans le cadre du SAFP. Le Conseil d'administration a approuvé le programme de travail pour 2005 fondé sur le SAFP à la session suivante, tenue en décembre 2004. Ce programme de travail approuvé en 2004 pour les activités de 2005 prévoit l'application du SAFP dans le cadre des allocations régionales adoptées par le Conseil d'administration en 1999.

4. Le système reste sujet à une évolution permanente en fonction de l'expérience, puisqu'il est admis que l'architecture du système ne sera définitivement arrêtée qu'après que le dispositif aura fonctionné pendant un certain temps. Le programme de travail proposé pour 2006, qui sera présenté au Conseil d'administration en septembre 2005, mettra à profit l'expérience tirée de l'application du SAFP dans le cadre du système des allocations régionales et généralisera l'usage du SAFP, comme système uniformisé de comparaison et d'allocation, à l'ensemble du programme de prêts. Il tiendra

compte de la nécessité à la fois de respecter les priorités concernant la répartition régionale de l'aide au développement et de continuer d'octroyer au moins les deux tiers de son programme de prêts à des conditions particulièrement favorables. Le rapport qui sera présenté au Conseil d'administration en septembre 2005 reflétera également les résultats de l'examen par le FIDA des aspects méthodologiques du SAFP ainsi que ses recommandations à ce sujet, compte tenu de l'expérience tirée de la mise en œuvre du système pendant un an ainsi que des enseignements que d'autres institutions auront dégagés de la mise en œuvre de leurs propres SAFP. Le rapport traitera aussi d'autres questions pertinentes, comme le poids à accorder à la population, la notation du cadre général dans le cas des pays qui empruntent à des conditions autres que particulièrement favorables, les évaluations de la performance du secteur rural dans les pays en situation post-confliktuelle et les pays affectés par d'autres crises, les allocations minimum et maximum, l'instabilité des notes évaluant la performance du portefeuille avec la méthode du portefeuille à risque et la gestion des allocations dans un contexte pluriannuel. Lorsqu'il examinera le programme de travail pour 2006, le Conseil d'administration cherchera à déterminer si le système et les allocations qui en découlent répondent effectivement aux objectifs de développement visés dans les priorités régionales et s'il y a lieu de maintenir le SAFP dans le cadre des allocations régionales.

II. LE PROCESSUS D'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE EN 2004

5. Entre décembre 2003 (époque à laquelle le Conseil d'administration a approuvé les indicateurs de performance du secteur rural) et décembre 2004, les activités ci-après ont été entreprises pour garantir des résultats dans les délais fixés:

- mise au point d'une méthode d'évaluation de la performance des pays, ainsi que des directives et fiches de notation correspondantes, et adoption de cette méthode à l'échelle de l'institution;
- réalisation des évaluations respectives de la performance par les différentes équipes de pays, comprenant le chargé de programmes de pays et l'économiste régional, sous l'autorité du directeur de la division régionale;
- examen collégial des évaluations de la performance des pays au sein des divisions régionales, et étude des résultats des évaluations de la performance par le groupe de contact opérationnel et le groupe de gestion opérationnelle du SAFP ainsi que la direction générale;
- consultations avec les pays sur les problèmes relevés dans l'évaluation de la performance de la politique de développement rural. Ces consultations ont revêtu différentes formes: avec les gouvernements dans le cadre du processus des COSOP (par exemple pour le Paraguay), ou avec d'autres missions d'élaboration de programmes de pays; avec des fonctionnaires des gouvernements (par exemple les fonctionnaires gouvernementaux auxquels le FIDA a affaire, tant dans la capitale de leur pays que lorsqu'ils sont en mission à Rome). Faute de temps, le processus de consultation n'a pas été aussi complet que prévu, mais il sera systématique au cours du prochain cycle annuel;
- présentation des résultats préliminaires du premier cycle d'évaluation au Conseil d'administration à sa session de septembre 2004 (document EB 2004/82/R.30);
- poursuite des consultations avec les pays. À sa session de septembre, le Conseil a pris note du fait que le processus de consultation des pays n'était pas encore achevé et a demandé à la direction du FIDA de ne pas publier les notes attribuées aux pays jusqu'à ce que la vérification des données et les consultations soient terminées. Le Conseil a également demandé que ces consultations et la vérification des données (ainsi que toute

correction éventuelle à y apporter) soient menées à bien en temps utile pour qu'il puisse examiner la question à sa session de décembre 2004. Le Conseil a également demandé une décomposition détaillée des éléments constituant la note de chaque pays, à savoir: la population, le revenu national brut par habitant, l'évaluation de la performance du pays (reflétant expressément la note attribuée par la Banque mondiale à l'évaluation des politiques et institutions nationales (EPIN), la note relative à la performance du secteur rural et la note relative au portefeuille à risque), ainsi que la note globale de chaque pays; et enfin

- présentation au Conseil d'administration, à sa session de décembre 2004, des résultats définitifs du cycle d'évaluation, ainsi que des allocations par pays qui en ont découlé (document EB 2004/83/R.10 et Add.1).

III. RÉSULTATS DU PREMIER CYCLE D'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE ET D'ALLOCATION DES RESSOURCES

6. Les pièces jointes I et II présentent les résultats du cycle d'évaluation de 2004:

- a) **La pièce jointe I** présente les résultats, pour chaque division régionale, du premier cycle d'évaluation de la performance des pays et d'allocation des ressources. Elle reflète les notes attribuées aux pays pour 2004 (avant-dernière colonne) et leur conversion en allocations annuelles exprimées en dollars des États-Unis (dernière colonne), conformément à la méthodologie prescrite dans le document EB 79/R.2 et le document de séance connexe publié sous la cote EB 2003/79/C.R.P. 3. Les allocations annuelles par pays et par division régionale ont été calculées en fonction de la répartition régionale des prêts approuvée en 1999.
- b) **La pièce jointe II** contient des informations détaillées sur les évaluations du cadre sectoriel du développement rural établies conformément aux critères applicables définis dans le document EB 2003/80/R.3. Ces évaluations constituent la base de calcul de la note affectée à la performance du secteur rural, qui entre en ligne de compte pour établir la performance globale, et ainsi la note du pays et le montant de son allocation, comme reflété dans la pièce jointe I.

7. La pièce jointe I constitue le document opérationnel qui traduit les évaluations de performance en allocations financières (en dollars des États-Unis) pour l'année 2004, dans le cadre d'un programme de prêt à moyen terme, avec un total annuel de 475 millions de USD composé de prêts et de dons à des pays spécifiques (pour un programme de travail de 500 millions de USD), compte tenu de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa session de septembre 2004, à laquelle le Président a fait référence dans son discours de clôture, et qui stipule ce qui suit:

- a) La longue liste de pays éligibles sera convertie en un cadre pour un programme de prêts, et plus particulièrement en allocations, en reportant au prochain cycle d'allocation les pays pour lesquels il n'est pas actuellement prévu que le FIDA accorde de prêts ou de dons nationaux au cours des six prochaines années. Il s'agit des pays qui n'ont pas signalé leur intention de solliciter un prêt du FIDA, ainsi que des pays pour lesquels des prêts ou des dons nationaux ont été approuvés récemment et qui n'ont pas l'intention de faire de nouvelles demandes de prêt pour le moment (par exemple les pays insulaires du Pacifique pour lesquels un projet de don en faveur d'un programme de réduction de la pauvreté a été approuvé par le Conseil d'administration à sa session de décembre 2004).

- b) Les projets déjà parvenus à un stade avancé du cycle et des procédures nationales d'approbation et de planification des ressources, et qui bénéficient d'un prêt dont le montant est supérieur à l'allocation SAFFP pour le pays, seront examinés, avec le prêt correspondant, par le Conseil d'administration en avril 2005. L'excédent des prêts par rapport à l'allocation SAFFP sera financé sur les ressources non affectées en 2005, sans porter atteinte aux ressources disponibles pour les pays les plus performants.
- c) Les allocations effectives pour les petits États insulaires en développement et les autres pays dont la population est extrêmement faible seront définies de manière pragmatique, au moment où il sera décidé de leur accorder un prêt.

8. Ces allocations par pays ne doivent pas être considérées comme des droits; elles constituent un cadre d'allocation des ressources. La transformation des allocations en engagements effectifs continuera de dépendre de la valeur ajoutée stratégique du FIDA dans chaque pays et de l'existence de possibilités d'investissements appropriés. Les décisions qui seront effectivement prises en matière de prêt seront conformes au règlement financier du FIDA, notamment en ce qui concerne l'impossibilité pour les pays qui ont des arriérés d'obtenir de nouveaux prêts. À cet égard, et à titre d'illustration uniquement, on se reportera au rapport de situation sur le remboursement du principal et le règlement des intérêts (EB 2004/83/INF.5) pour le détail des emprunteurs en retard de paiement. Certains pays ne recevront pas leurs allocations au cours d'un cycle triennal, soit parce que le montant disponible est trop faible, soit parce qu'aucun programme de pays n'aura été établi dans les délais impartis. Conformément au paragraphe 30 du document EB 79/R.2, il sera procédé au report des allocations inutilisées sur les périodes suivantes, sous réserve de l'établissement d'un plan d'utilisation convenu d'un commun accord entre le FIDA et le gouvernement du pays intéressé.

IV. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

9. Le présent rapport propose une synthèse des progrès accomplis dans la mise en œuvre du SAFFP au sein du FIDA, et, conformément au paragraphe 44 du document EB 79/R.2, présente les notes attribuées aux pays et les allocations de pays annuelles qui en découlent. Le Conseil des gouverneurs est invité à prendre connaissance des informations relatives aux notes obtenues par les différents pays et au montant des allocations attribuées, présentées dans les pièces jointes I et II.

PIÈCE JOINTE I

**NOTES 2004 ET ALLOCATIONS POUR 2005
(PAR PAYS)**

Tableau 1.1: Division Afrique de l'Ouest et du Centre – ensemble des pays éligibles

Pays	Revenu national brut par habitant en 2002 (en USD)	Population totale en 2002	Évaluation des politiques et institutions en 2003 – moyenne du quintile	Évaluation du secteur rural	Performance du portefeuille à risque	Performance totale du pays	Note totale	Allocations
Bénin	380	6552000	3,59	3,95	5	4,25	528 679	4 127 919
Burkina Faso	250	11831000	3,59	3,83	5	4,19	890 335	6 951 725
Cameroun	550	15769000	3,34	3,42	2	2,91	436 219	3 405 988
Cap-Vert	1 250	458000	3,69	4,07	5	4,32	55 206	1 000 000
République centrafricaine	250	3820000	2,58	2,25		2,35	120 162	1 000 000
Tchad	210	8341000	3,01	3,29	2	2,78	315 837	2 466 051
Congo	610	3657000	3,01	2,96		2,97	148 854	1 162 250
Côte d'Ivoire	620	16513000	3,01	3,08	2	2,69	375 504	2 931 930
Congo, R.D. du	100	51580000	3,01	2,42		2,60	1 300 326	10 152 924
Guinée équatoriale	930	482000		2,88		2,88	27 380	1 000 000
Gabon	3 060	1315000		2,75		2,75	39 485	1 000 000
Gambie	270	1389000	3,01	3,65	5	3,99	159 112	1 242 344
Ghana	270	20271000	3,59	3,89	4	3,87	1 115 755	8 711 801
Guinée	410	7744000	3,01	3,60	4	3,62	427 981	3 341 672
Guinée-Bissau	130	1447000	2,58	2,42		2,47	75 193	1 000 000
Libéria	140	3295000		2,00		2,00	89 933	1 000 000
Mali	240	11374000	3,59	3,77	3	3,46	596 743	4 659 357
Mauritanie	280	2785000	3,69	3,68	5	4,14	285 941	2 232 619
Niger	180	11425000	3,01	3,53	3	3,24	562 854	4 394 757
Nigéria	300	132785000	2,58	3,47	2	2,78	2 290 448	17 883 778
Sao Tomé-et-Principe	300	154000	2,58	3,71		3,36	21 103	1 000 000
Sénégal	470	10007000	3,69	3,85	3	3,52	473 096	3 693 927
Sierra Leone	140	5235000	3,01	2,64	2	2,49	197 386	1 541 185
Togo	270	4760000	2,58	2,75		2,70	182 957	1 428 524
							10 716 489	87 328 750

PIÈCE JOINTE I

Tableau 1.2: Division Afrique orientale et australe – ensemble des pays éligibles								
Pays	Revenu national brut par habitant en 2002 (en USD)	Population totale en 2002	<i>Évaluation des politiques et institutions en 2003 – moyenne du quintile</i>	<i>Évaluation du secteur rural</i>	<i>Performance du portefeuille à risque</i>	Performance totale du pays	Note totale	Allocations
Angola	710	13121000	2,58	2,37	2	2,28	220 338	1 197 982
Botswana	3 010	1712000		4,16		4,16	110 592	
Burundi	100	7071000	2,58	3,08	4	3,30	472 338	2 568 114
Comores	390	586000	2,58	3,19	5	3,70	65 363	1 000 000
Érythrée	190	4297000	3,01	3,80	5	4,06	419 473	2 280 684
Éthiopie	100	67218000	3,34	4,06	5	4,25	4 233 358	23 750 000
Kenya	360	31345000	3,34	4,29	2	3,30	1 046 162	5 688 009
Lesotho	550	1777000	3,34	3,27	2	2,84	80 937	1 000 000
Madagascar	230	16437000	3,59	3,85	5	4,20	1 168 389	6 352 563
Malawi	160	10743000	3,34	3,68	2	3,02	482 663	2 624 249
Maurice	3 860	1212000		4,10	5	4,49	93 603	
Mozambique	200	18438000	3,34	3,75	4	3,76	1 055 102	5 736 618
Namibie	1 790	1985000		3,75	5	4,30	150 010	
Rwanda	230	8163000	3,59	4,04	3	3,59	504 412	2 742 502
Seychelles	6 780	84000		3,95		3,95	8 494	
Afrique du Sud	2 500	45345000		3,51		3,51	962 771	5 234 611
Swaziland	1 240	1088000		2,88		2,88	46 960	1 000 000
République-Unie de Tanzanie	290	35181000	3,69	4,42	5	4,48	2 216 926	12 053 485
Ouganda	240	24600000	3,69	4,59	5	4,55	1 840 937	10 009 224
Zambie	340	10244000	3,34	3,70	3	3,38	482 225	2 621 872
Zimbabwe	480	13001000	2,58	2,67	2	2,42	270 154	1 468 837
							15 931 208	87 328 750

PIÈCE JOINTE I

Tableau 1.3: Division Asie et Pacifique – ensemble des pays éligibles

Pays	Revenu national brut par habitant en 2002 (en USD)	Population totale en 2002	Évaluation des politiques et institutions en 2003 – moyenne du quintile	Évaluation du secteur rural	Performance du portefeuille à risque	Performance totale du pays	Note totale	Allocations
Afghanistan	200	27997000		2,95		2,95	893 195	3 016 991
Bangladesh	380	135684000	3,59	3,73	5	4,15	4 899 795	16 550 297
Bhoutan	600	851000	3,69	4,25	5	4,40	109 724	1 000 000
Cambodge	300	12487000	3,01	3,85	5	4,08	841 553	2 842 558
Îles Cook	4 270	22000		1,00		1,00	223	
Chine	960	1280400000		4,33	4	4,18	21 296 244	23 750 000
Corée, R.P.D. de	760	22489000		2,58	5	3,64	823 838	2 782 722
Fidji	2 130	823000		1,00		1,00	4 022	
Inde	470	1048641000	3,69	3,89	3	3,54	15 664 007	23 750 000
Indonésie	710	211716000	3,59	3,86	3	3,51	4 177 600	14 110 900
Iran	1 720	65540000		3,35		3,35	1 272 678	4 298 790
Kazakhstan	1 520	14875000		3,78		3,78	546 877	1 847 217
Kirghizistan	290	5004000	3,34	3,99	5	4,21	455 018	1 536 938
Laos	310	5530000	2,58	3,77	5	3,96	426 716	1 000 000
Malaisie	3 540	24305000		4,33		4,33	842 685	
Maldives	2 170	287000	3,69	3,54	5	4,08	30 230	1 000 000
Mongolie	430	2449000	3,34	4,00	5	4,22	241 819	1 000 000
Myanmar	220	48786000		2,55		2,55	983 443	3 321 829
Népal	230	24125000	3,59	3,72	5	4,14	1 516 173	5 121 258
Pakistan	420	144902000	3,59	3,82	3	3,49	3 545 394	11 975 465
Papouasie-Nouvelle-Guinée	530	5378000	2,58	3,72		3,37	264 380	1 000 000
Philippines	1 030	79944000		4,26	5	4,58	3 136 210	10 593 342
Corée, République de	9 930	47640000		1,00		1,00	57 444	
Sri Lanka	850	18968000	3,69	3,99	5	4,28	976 304	3 297 714
Tadjikistan	180	6265000	3,01	3,42		3,29	370 976	1 000 000
Thaïlande	2 000	61613000		4,27		4,27	1 895 921	
Timor-Leste	520	780000		3,49		3,49	67 038	
Tonga	1 440	101000	3,01 ^a	3,01		3,01	8 333	
Samoa	1 430	176000	3,69 ^a	3,69		3,69	19 026	
Îles Salomon	580	443000	2,58 ^a	2,58		2,58	23 291	1 000 000
Viet Nam	430	80424000	3,69	3,97	5	4,27	3 405 068	11 501 479
Kiribati ^b							9 189	
Ouzbékistan ^b							512 291	
							69 316 707	147 297 500

^a Note provisoire de l'évaluation du secteur rural égale à l'évaluation des politiques et institutions.

^b En cours d'adhésion au FIDA.

PIÈCE JOINTE I

Tableau 1.4: Division Amérique latine et Caraïbes – ensemble des pays éligibles								
Pays	Revenu national brut par habitant en 2002 (en USD)	Population totale en 2002	<i>Évaluation des politiques et institutions en 2003 – moyenne du quintile</i>	<i>Évaluation du secteur rural</i>	<i>Performance du portefeuille à risque</i>	Performance totale du pays	Note totale	Allocations
Antigua-et-Barbuda	9 720	69000		4,13		4,13	7 296	1 000 000
Argentine	4 220	36480000		4,09	5	4,49	1 173 213	4 672 088
Barbade	8 790	269000		4,59		4,59	25 674	1 000 000
Belize	2 970	253000		3,63	2	2,91	12 984	1 000 000
Bolivie	900	8809000	3,59	4,01	4	3,92	453 854	1 807 384
Brésil	2 830	174485000		4,26	5	4,59	4 375 745	17 425 545
Chili	4 250	15589000		4,61	5	4,78	702 244	2 796 547
Colombie	1 820	43733000		4,01	5	4,44	1 624 383	6 468 784
Costa Rica	4 070	3942000		4,59	5	4,77	251 672	1 002 235
Cuba	1 170	11263000		4,14		4,14	569 858	2 269 349
Dominique	3 000	72000		4,13	5	4,51	12 068	1 000 000
République dominicaine	2 140	8613000		3,86	5	4,36	443 990	1 768 105
Équateur	1 490	12818000		4,02	5	4,45	681 560	2 714 178
El Salvador	2 110	6417000		4,31	5	4,61	400 035	1 593 061
Grenade	3 530	102000		4,13	5	4,51	15 047	1 000 000
Guatemala	1 760	11992000		3,85	5	4,35	595 865	2 372 915
Guyana	860	766000	3,34	3,73	2	3,05	44 379	1 000 000
Haiti	440	8286000	2,58	3,30	4	3,40	389 657	1 551 734
Honduras	930	6797000	3,69	3,89	3	3,54	301 712	1 201 509
Jamaïque	2 690	2617000		4,13		4,13	153 731	1 000 000
Mexique	5 920	100819000		4,16	5	4,53	2 351 889	9 365 933
Nicaragua	710	5342000	3,69	3,95	5	4,27	391 974	1 560 961
Panama	4 020	2940000		4,03	2	3,14	88 103	1 000 000
Paraguay	1 170	5510000		3,12	2	2,63	134 400	1 000 000
Pérou	2 020	26749000		4,08	5	4,48	1 113 626	4 434 795
Saint-Kitts-et-Nevis	6 540	46000		4,17		4,17	6 064	1 000 000
Sainte-Lucie	3 750	160000		4,17	5	4,53	20 990	1 000 000
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	2 820	117000		4,13		4,13	14 772	1 000 000
Suriname	1 940	433000		3,63		3,63	33 573	1 000 000
Trinité-et-Tobago	6 750	1304000		4,17		4,17	73 911	1 000 000
Uruguay	4 340	3361000		4,56	5	4,75	218 618	1 000 000
Venezuela	4 080	25090000		3,30	5	4,04	725 052	2 887 377
							17 407 939	80 892 500

PIÈCE JOINTE I

Tableau 1.5: Division Proche-Orient et Afrique du Nord – ensemble des pays éligibles

Pays	Revenu national brut par habitant en 2002 (en USD)	Population totale en 2002	Évaluation des politiques et institutions en 2003 – moyenne du quintile	Évaluation du secteur rural	Performance du portefeuille à risque	Performance totale du pays	Note totale	Allocations
Albanie	1 450	3 150 000	3,34	4,16	5	4,29	223 049	1 173 190
Algérie	1 720	3 132 000		3,87		3,87	971 748	5 111 181
Arménie	790	3 068 000	3,69	4,51	5	4,52	282 342	1 485 058
Azerbaïdjan	710	8 172 000	3,59	3,67	3	3,42	346 221	1 821 048
Bosnie-Herzégovine	1 310	4 112 000		4,40	5	4,66	330 117	1 736 342
Croatie	4 540	4 465 000		4,76		4,76	268 632	
Chypre	12 320	765 000		1,00		1,00	2 455	
Djibouti	850	693 000	3,01	3,73		3,51	54 805	1 000 000
Égypte	1 470	66 372 000		3,88	4	3,93	1 834 559	9 649 375
Gaza et Cisjordanie	1 110	3 231 000		4,14	2	3,20	135 343	1 000 000
Géorgie	650	5 177 000	3,34	4,18	3	3,60	278 408	1 464 367
Iraq	2 170	24 174 000		1,00		1,00	50 512	1 000 000
Jordanie	1 760	5 171 000		4,23	5	4,57	349 158	1 836 497
Liban	3 990	4 441 000		4,21	3	3,68	165 062	1 000 000
Jamahiriya arabe libyenne	3 206	5 448 000		1,00		1,00	14 986	
Malte	9 260	397 000		1,00		1,00	1 612	
Maroc	1 170	29 641 000		3,76	4	3,86	1 024 771	5 390 071
Oman	7 830	2 538 000		1,00		1,00	6 760	
République de Moldova	460	42 550 000	3,34	4,02	5	4,23	361 373	1 900 742
Roumanie	1 870	22 300 000		4,10	2	3,18	499 021	2 624 738
Somalie	130	9 319 000		4,15		4,15	862 141	4 534 670
Soudan	370	32 791 000	2,58	3,60	5	3,88	1 490 683	7 840 664
Syrie	1 130	16 986 000		3,71	5	4,28	834 285	4 388 157
Ex-République yougoslave de Macédoine	1 710	2 038 000		4,49	3	3,84	123 466	1 000 000
Tunisie	1 990	9 781 000		4,16	4	4,09	438 404	2 305 909
Turquie	2 490	69 626 000		3,95	5	4,41	2 095 626	11 022 529
Yémen	490	18 601 000	3,59	3,54	2	3,01	545 263	2 867 961
							13 590 803	72 152 500
FIDA								475 000 000

ÉVALUATIONS DE LA PERFORMANCE DU SECTEUR RURAL EN 2004

Tableau 2.1: Division Afrique de l'Ouest et du Centre

	Bénin	Burkina Faso	Cameroun	Cap-Vert	République centrafricaine	Tchad	Congo	Côte d'Ivoire	République démocratique du Congo	Guinée équatoriale	Gabon	Gambie
Environnement politique et juridique des organisations rurales	4,00	4,00	4,00	4,50	3,00	3,00	3,00	4,00	3,00	3,00	3,00	3,75
Dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	4,00	4,00	3,00	4,50	2,00	3,00	3,00	4,00	2,00	2,50	2,00	3,70
Accès à la terre	3,80	3,70	3,00	3,20	3,00	4,00	4,00	2,00	3,00	4,00	3,00	3,30
Accès à l'eau à usage agricole	4,00	3,00	3,00	3,86	2,00	3,50	4,00	3,00	2,00	3,00	3,00	3,30
Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricole	4,00	4,00	3,00	4,00	3,00	3,00	2,00	4,00	3,00	2,00	2,00	4,00
Conditions propices au développement des services financiers ruraux	4,00	4,00	4,00	3,50	2,00	3,50	3,00	3,00	2,00	2,00	2,00	4,00
Climat de l'investissement pour les entreprises rurales	4,00	4,00	3,00	3,75	2,00	3,50	2,50	2,00	2,00	3,00	3,00	3,75
Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	4,00	4,00	4,00	4,00	2,00	3,00	2,50	3,00	2,00	3,00	3,00	3,75
Accès à l'éducation en milieu rural	4,00	3,20	4,00	5,00	2,00	3,50	3,50	3,00	2,00	3,00	4,00	3,30
Représentation des femmes	4,00	4,00	4,00	4,38	2,00	3,50	3,50	3,00	3,00	4,00	4,00	3,70
Allocation et gestion des ressources publiques pour le développement rural	3,80	4,00	3,00	4,00	2,00	3,00	2,00	3,00	3,00	3,00	2,00	3,60
Respect de l'obligation de rendre compte, transparence et corruption en zone rurale	3,80	4,00	3,00	4,11	2,00	3,00	2,50	3,00	2,00	2,00	2,00	3,60
Moyenne	3,95	3,83	3,42	4,07	2,25	3,29	2,96	3,08	2,42	2,88	2,75	3,65

PIÈCE JOINTE II

Tableau 2.1: Division Afrique de l'Ouest et du Centre (suite)

	Ghana	Guinée	Guinée-Bissau	Libéria	Mali	Mauritanie	Niger	Nigéria	Sao Tomé-et-Principe	Sénégal	Sierra Leone	Togo
Environnement politique et juridique des organisations rurales	3,80	3,80	2,00	2,00	4,00	3,80	3,40	3,40	4,00	4,50	2,90	2,50
Dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	4,00	3,70	3,00	2,00	4,00	3,50	3,50	3,80	4,20	5,00	2,70	2,00
Accès à la terre	3,80	4,00	2,00	2,00	3,50	3,60	3,20	3,20	4,00	3,50	2,80	3,00
Accès à l'eau à usage agricole	3,70	4,00	2,00	2,00	3,30	3,25	3,30	3,50	3,80	3,60	2,70	2,75
Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricole	4,00	3,50	2,00	2,00	3,50	3,20	3,30	3,50	3,75	4,00	2,60	3,00
Conditions propices au développement des services financiers ruraux	4,00	3,60	1,00	2,00	4,00	4,00	3,75	3,25	3,00	3,50	2,50	3,00
Climat de l'investissement pour les entreprises rurales	4,00	3,60	3,00	2,00	3,70	4,00	3,75	3,75	4,00	4,00	2,40	2,50
Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	3,70	3,80	3,00	2,00	4,00	3,75	3,75	3,30	3,50	3,80	2,60	3,00
Accès à l'éducation en milieu rural	3,70	3,00	2,00	2,00	3,50	3,67	3,70	3,70	2,00	3,00	2,70	3,00
Représentation des femmes	4,00	3,50	4,00	2,00	4,00	4,00	3,70	3,80	3,70	3,50	2,50	3,00
Allocation et gestion des ressources publiques pour le développement rural	4,00	3,30	2,00	2,00	3,70	3,67	3,30	3,20	4,75	4,00	2,70	2,50
Respect de l'obligation de rendre compte, transparence et corruption en zone rurale	4,00	3,40	3,00	2,00	4,00	3,67	3,67	3,20	3,80	3,75	2,60	2,75
Moyenne	3,89	3,60	2,42	2,00	3,77	3,68	3,53	3,47	3,71	3,85	2,64	2,75

PIÈCE JOINTE II

Tableau 2.2: Division Afrique orientale et australe

	Angola	Botswana	Burundi	Comores	Érythrée	Éthiopie	Kenya	Lesotho	Madagascar	Malawi	Maurice
Environnement politique et juridique des organisations rurales	2,8	3,8	3,4	3,2	3,6	4	4,6	3,4	4,2	3,4	4,2
Dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	1,25	5	2,5	2,5	4,25	4	4,75	3	3,25	3,25	4,25
Accès à la terre	2	4	2,8	3,6	3,6	3,4	3,8	3,2	3,2	3,2	3,8
Accès à l'eau à usage agricole	1,57	3,43	2,86	3	3,57	4	3,57	2,43	3,71	3,71	3,57
Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricole	2	2,5	3	2,75	3,5	3,75	4,25	3,5	3,5	3,75	2,75
Conditions propices au développement des services financiers ruraux	2,5	2,75	2,75	3,5	3	4,75	4,75	2	4,75	3	4
Climat de l'investissement pour les entreprises rurales	3	4	3,25	3,25	3	4	4,25	3,75	3,75	3,5	4,75
Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	3	4,5	3	3,5	3,25	3,75	3,75	3,5	4,25	3,25	3,5
Accès à l'éducation en milieu rural	3,33	6	3	3,33	3,67	3,67	5	4	4,33	5,33	6
Représentation des femmes	3,25	5,5	4,25	3,75	5	4	4,75	3,75	3,75	4,5	4,5
Allocation et gestion des ressources publiques pour le développement rural	2	4,33	3,33	2,83	4,5	5,33	4	3,33	4	3,5	4
Respect de l'obligation de rendre compte, transparence et corruption en zone rurale	1,78	4,11	2,78	3,11	4,67	4,11	4	3,33	3,44	3,78	3,89
Moyenne	2,37	4,16	3,08	3,19	3,8	4,06	4,29	3,27	3,85	3,68	4,1

Tableau 2.2: Division Afrique orientale et australe (suite)

	Mozambique	Namibie	Rwanda	Seychelles	Afrique du Sud	Swaziland	République- Unie de Tanzanie	Ouganda	Zambie	Zimbabwe
Environnement politique et juridique des organisations rurales	3,6	3,6	3,8	4,2	3,2	3,8	4,6	4,4	3,6	2,4
Dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	3,5	3,25	4,25	3,75	2,5	1,5	4,25	4,75	3,5	2,25
Accès à la terre	4,4	3	3,2	3,8	3,4	2,4	4,8	4,2	3,4	2,4
Accès à l'eau à usage agricole	2,71	3,29	3,71	3,43	3,71	2,29	4,29	3,29	3,14	2,86
Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricole	4	3	2,75	5	3,25	2,25	4	5	3,5	3
Conditions propices au développement des services financiers ruraux	3,75	3	4	3,5	2,75	3,25	4,75	4,75	3,75	2,5
Climat de l'investissement pour les entreprises rurales	4	4	4,5	3,25	3,5	2,25	4	4	4	2,5
Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	4	4	4,5	3	4,25	2,75	4,25	4,5	4	2,75
Accès à l'éducation en milieu rural	3,33	5,67	4,33	6	4,33	4,67	4,67	6	4,67	3
Représentation des femmes	3,25	5	5	5,5	4	4,25	5,5	5,5	4,25	3,75
Allocation et gestion des ressources publiques pour le développement rural	4,67	3,5	3,67	3,5	3,67	2	4	4,5	3,33	1,83
Respect de l'obligation de rendre compte, transparence et corruption en zone rurale	3,78	3,67	4,78	2,33	3,56	3,11	3,89	4,22	3,22	2,78
Moyenne	3,75	3,75	4,04	3,94	3,51	2,88	4,42	4,59	3,7	2,67

Tableau 2.3: Division Asie et Pacifique

	Environnement politique et juridique des organisations rurales	Dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	Accès à la terre	Accès à l'eau à usage agricole	Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricole	Conditions propices au développement des services financiers ruraux	Climat de l'investissement pour les entreprises rurales	Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	Accès à l'éducation en milieu rural	Représentation des femmes	Allocation et gestion des ressources publiques pour le développement rural	Respect de l'obligation de rendre compte, transparence et corruption en zone rurale	Moyenne
Afghanistan	3,33	3,50	2,20	2,50	3,00	2,67	3,33	3,25	2,00	3,00	4,00	2,67	2,95
Bangladesh	4,20	3,00	3,40	3,43	3,50	4,00	4,00	4,25	4,67	4,25	3,33	2,78	3,73
Bhoutan	4,00	3,75	4,60	4,29	4,00	4,00	4,00	4,25	4,33	5,00	4,50	4,33	4,25
Cambodge	4,00	4,00	3,60	3,43	3,25	4,00	4,00	4,25	4,00	4,25	3,83	3,56	3,85
Chine	4,60	4,50	4,80	3,57	3,75	4,00	4,50	4,50	4,33	4,50	4,67	4,22	4,33
Corée, R.P.D. de	2,20	1,75	2,60	2,29	2,50	2,50	1,75	2,00	4,00	3,50	3,33	2,56	2,58
Inde	4,40	3,75	3,80	3,57	3,75	3,75	4,50	3,50	4,00	4,25	3,83	3,56	3,89
Indonésie	4,00	4,00	3,00	3,71	4,00	3,50	3,75	3,75	4,33	4,50	4,33	3,44	3,86
Iran	3,80	3,00	3,00	3,29	2,25	3,33	3,50	3,25	4,00	3,75	3,75	3,33	3,35
Kazakhstan	4,20	4,00	3,60	2,83	3,00	3,75	4,00	3,75	3,78	5,00	3,60	3,80	3,78
Kirghizistan	3,80	3,75	4,20	3,00	3,75	4,00	3,75	4,00	5,33	5,00	3,83	3,44	3,99
Laos	3,60	4,00	3,60	3,43	3,25	3,50	3,25	4,25	4,33	4,25	4,00	3,78	3,77
Malaisie	4,75	4,33	4,33	3,50	4,00	4,00	4,33	4,75	6,00	4,50	4,50	3,00	4,33
Maldives	3,20	2,75	3,00	3,54	2,50	3,75	3,75	2,50	5,00	5,00	4,00	3,44	3,54
Mongolie	3,60	4,25	3,80	3,14	4,00	4,75	4,00	3,75	4,33	5,25	3,67	3,44	4,00
Myanmar	2,00	2,00	2,00	2,40	2,67	2,00	2,00	2,50	4,00	4,00	2,50	2,50	2,55
Népal	3,40	3,00	3,80	3,43	3,50	3,50	4,25	4,25	3,67	4,50	3,67	3,67	3,72
Pakistan	4,40	4,25	2,80	3,14	3,50	3,75	4,00	3,75	3,67	4,50	4,17	3,89	3,82
Papouasie-Nouvelle-Guinée	3,72	3,72	3,80	3,00	4,00	3,72	4,75	4,33	3,00	3,72	4,00	2,89	3,72
Philippines	4,60	4,50	4,20	3,86	3,50	4,50	4,00	4,00	5,67	4,75	3,67	3,89	4,26
Sri Lanka	4,00	4,00	3,00	3,86	3,00	3,50	4,50	4,00	5,00	5,00	4,00	4,00	3,99
Tadjikistan	3,60	2,75	3,00	3,00	2,50	3,75	3,00	3,50	4,33	4,50	3,67	3,44	3,42
Thaïlande	5,00	3,75	4,00	3,57	4,00	3,67	5,00	4,67	4,33	4,75	4,17	4,33	4,27
Timor-Leste	4,00	4,00	3,33	2,33	3,49	3,00	3,67	4,00	3,00	3,75	4,00	3,33	3,49
Viet Nam	4,00	3,25	3,40	3,14	3,75	3,75	4,00	4,25	5,00	4,50	4,33	4,22	3,97

a
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

PIÈCE JOINTE II

	Antigua-et-Barbuda	Argentine	Barbade	Belize	Bolivie	Brésil	Chili	Colombie	Costa Rica	Cuba	Dominique
Environnement politique et juridique des organisations rurales	4,00	3,80	4,60	3,80	4,60	5,00	4,60	4,20	4,60	4,40	4,00
Dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	4,25	4,00	4,50	3,75	4,50	5,00	4,50	3,25	4,50	3,50	4,25
Accès à la terre	4,00	4,00	4,60	2,90	3,80	4,00	4,50	3,60	4,60	3,80	4,00
Accès à l'eau à usage agricole	4,00	3,71	4,14	3,00	3,43	3,79	4,43	3,43	4,14	4,43	4,00
Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricole	4,00	3,88	4,38	3,00	3,00	3,88	4,50	3,50	4,38	4,50	4,00
Conditions propices au développement des services financiers ruraux	4,00	3,50	4,50	3,50	4,75	4,38	4,50	3,50	4,25	3,50	4,00
Climat de l'investissement pour les entreprises rurales	4,00	4,50	4,50	3,88	4,25	3,63	5,00	5,00	4,88	3,00	4,00
Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	4,00	4,50	5,00	3,38	4,00	3,88	4,88	4,00	5,00	3,50	4,00
Accès à l'éducation en milieu rural	5,00	4,33	5,00	5,00	4,00	4,67	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00
Représentation des femmes	4,25	4,25	4,50	4,13	4,25	4,75	4,25	4,50	4,50	5,00	4,25
Allocation et gestion des ressources publiques pour le développement rural	4,00	4,50	4,50	3,58	3,67	4,25	4,67	4,00	4,50	4,83	4,00
Respect de l'obligation de rendre compte, transparence et corruption en zone rurale	4,00	4,11	4,33	3,61	3,83	3,94	4,50	4,11	4,33	4,22	4,00
Moyenne	4,13	4,09	4,55	3,63	4,01	4,26	4,61	4,01	4,56	4,14	4,13

	République dominicaine	Équateur	El Salvador	Grenade	Guatemala	Guyana	Haïti	Honduras	Jamaïque	Mexique	Nicaragua
Environnement politique et juridique des organisations rurales	3,70	4,80	5,00	4,00	4,00	3,50	3,00	3,60	4,00	3,90	4,50
Dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	4,00	4,25	4,00	4,25	3,75	3,00	3,50	3,63	4,25	4,00	3,63
Accès à la terre	3,60	4,00	3,50	4,00	3,40	3,80	3,00	3,60	4,00	4,00	3,40
Accès à l'eau à usage agricole	3,79	3,71	3,57	4,00	3,36	4,14	4,00	3,64	4,00	3,71	3,79
Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricole	4,00	3,00	4,25	4,00	3,25	3,63	3,00	4,38	4,00	3,88	4,00
Conditions propices au développement des services financiers ruraux	3,63	4,00	4,25	4,00	4,00	3,75	4,00	3,13	4,00	3,75	4,25
Climat de l'investissement pour les entreprises rurales	4,00	4,25	4,75	4,00	4,50	4,00	3,00	4,13	4,00	4,75	3,75
Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	4,13	4,25	4,00	4,00	4,25	3,75	3,38	4,13	4,00	4,75	3,75
Accès à l'éducation en milieu rural	3,83	3,83	5,00	5,00	3,83	4,00	3,00	4,00	5,00	4,33	4,67
Représentation des femmes	4,25	4,25	5,00	4,25	4,00	4,25	3,63	4,75	4,25	4,25	4,75
Allocation et gestion des ressources publiques pour le développement rural	3,67	3,83	4,17	4,00	3,83	3,50	3,17	4,08	4,00	4,50	4,08
Respect de l'obligation de rendre compte, transparence et corruption en zone rurale	3,72	4,00	4,22	4,00	4,00	3,44	2,89	3,61	4,00	4,11	3,67
Moyenne	3,86	4,02	4,31	4,13	3,85	3,73	3,30	3,89	4,13	4,16	4,02

a
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
PIÈCE JOINTE II

	Panama	Paraguay	Pérou	Saint-Kitts-et-Nevis	Sainte-Lucie	Saint-Vincent-et-les-Grenadines	Suriname	Trinité-et-Tobago	Uruguay	Venezuela
Environnement politique et juridique des organisations rurales	4,20	3,10	4,60	4,00	4,00	4,00	3,80	4,00	4,70	3,40
Dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	4,25	3,00	4,00	4,25	4,25	4,25	3,00	4,25	4,63	3,00
Accès à la terre	4,40	2,90	4,20	4,00	4,00	4,00	3,30	4,00	4,60	3,20
Accès à l'eau à usage agricole	4,00	3,57	4,00	4,00	4,00	4,00	3,43	4,00	4,14	2,43
Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricole	3,50	2,75	3,00	4,00	4,00	4,00	3,25	4,00	4,00	2,50
Conditions propices au développement des services financiers ruraux	3,50	2,75	4,25	4,00	4,00	4,00	3,38	4,00	4,75	3,25
Climat de l'investissement pour les entreprises rurales	4,25	3,38	4,50	4,50	4,50	4,00	3,75	4,50	4,50	3,25
Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	4,25	3,00	4,50	4,00	4,00	4,00	3,63	4,00	4,75	2,75
Accès à l'éducation en milieu rural	4,00	3,83	4,00	5,00	5,00	5,00	4,00	5,00	5,00	4,67
Représentation des femmes	4,38	3,50	4,25	4,25	4,25	4,25	4,13	4,25	4,75	4,50
Allocation et gestion des ressources publiques pour le développement rural	4,00	3,58	3,83	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,50	3,42
Respect de l'obligation de rendre compte, transparence et corruption en zone rurale	3,67	2,06	3,78	4,00	4,00	4,00	3,94	4,00	4,44	3,22
Moyenne	4,03	3,12	4,08	4,17	4,17	4,13	3,63	4,17	4,56	3,30

PIÈCE JOINTE II

	Albanie	Algérie	Arménie	Azerbaïdjan	Bosnie-Herzégovine	Croatie	Djibouti	Égypte	Géorgie	Jordanie	Liban
Environnement politique et juridique des organisations rurales	4,20	3,80	4,60	3,60	3,80	4,40	3,60	3,60	4,00	4,20	4,40
Dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	3,75	4,25	4,25	3,25	3,75	4,00	3,25	3,50	4,00	4,00	3,75
Accès à la terre	3,80	3,40	4,80	4,40	5,00	5,20	3,60	4,80	5,00	3,80	4,60
Accès à l'eau à usage agricole	3,57	3,00	4,14	3,43	3,86	4,71	3,14	4,14	3,71	4,29	3,14
Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricole	3,50	3,00	3,75	3,25	3,25	4,00	3,00	4,00	4,00	3,25	3,00
Conditions propices au développement des services financiers ruraux	4,75	4,00	5,25	3,50	4,25	4,50	4,50	3,25	3,75	4,25	4,00
Climat de l'investissement pour les entreprises rurales	4,25	4,50	4,50	3,50	4,50	5,00	4,00	4,00	3,50	5,00	5,00
Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	4,50	4,00	4,50	4,00	5,00	5,50	4,00	4,00	3,75	4,75	5,25
Accès à l'éducation en milieu rural	5,33	4,00	6,00	4,33	6,00	6,00	3,67	3,67	6,00	4,67	6,00
Représentation des femmes	4,50	4,00	4,25	4,00	5,25	5,25	4,75	4,00	4,50	4,00	4,25
Allocation et gestion des ressources publiques pour le développement rural	4,00	4,67	4,33	3,67	4,17	4,50	3,83	4,00	4,17	4,67	3,17
Respect de l'obligation de rendre compte, transparence et corruption en zone rurale	3,78	3,78	3,78	3,11	4,00	4,11	3,44	3,56	3,78	3,89	4,00
Moyenne	4,16	3,87	4,51	3,67	4,40	4,76	3,73	3,88	4,18	4,23	4,21

	Maroc	Gaza et Cisjordanie	République de Moldova	Roumanie	Somalie	Soudan	Syrie	Ex République yougoslave de Macédoine	Tunisie	Turquie	Yémen
Environnement politique et juridique des organisations rurales	4,00	4,60	3,80	4,20	5,20	3,80	3,80	4,20	3,60	3,20	3,80
Dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	3,75	4,00	3,25	4,00	5,00	3,75	3,50	4,25	3,75	3,75	3,75
Accès à la terre	3,60	3,60	4,40	4,60	4,40	3,60	3,80	4,60	3,80	3,80	3,80
Accès à l'eau à usage agricole	3,86	3,71	3,00	3,43	4,14	3,14	3,14	3,71	4,00	4,57	3,29
Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricole	3,25	3,50	3,00	3,00	3,25	3,75	3,00	3,50	3,50	3,75	4,00
Conditions propices au développement des services financiers ruraux	4,00	4,50	4,75	3,75	4,25	3,50	3,00	5,00	3,50	3,00	3,25
Climat de l'investissement pour les entreprises rurales	4,00	4,25	3,75	3,75	4,50	3,75	4,00	4,75	4,75	4,75	3,75
Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	4,00	4,50	3,75	4,25	4,25	3,75	3,75	4,75	5,50	4,50	3,25
Accès à l'éducation en milieu rural	3,00	4,67	6,00	6,00	3,33	3,33	4,67	6,00	5,33	4,33	3,33
Représentation des femmes	4,00	4,25	4,75	4,75	3,75	3,50	4,00	4,75	3,50	3,75	3,50
Allocation et gestion des ressources publiques pour le développement rural	3,83	3,83	3,67	4,00	3,67	3,83	4,33	4,33	4,83	4,17	3,50
Respect de l'obligation de rendre compte, transparence et corruption en zone rurale	3,78	4,22	3,11	3,44	4,11	3,44	3,56	4,00	3,89	3,78	3,22
Moyenne	3,76	4,14	3,94	4,10	4,15	3,60	3,71	4,49	4,16	3,95	3,54

